

Vu le décret n° 59-266 du 7 février 1959 transférant au ministre des armées les attributions précédemment exercées par le ministre de la France d'outre-mer en ce qui concerne les forces armées ;

Vu le décret du 5 février 1960 relatif à la composition du Gouvernement ;

Le Conseil d'Etat entendu ;

Le conseil des ministres entendu,

Décrète :

Art. 1^{er}. — Le ministre des armées, responsable de l'exécution de la politique militaire, assume, conformément aux directives générales du Premier ministre, responsable de la défense, les missions découlant de l'article 16 de l'ordonnance susvisée portant organisation générale de la défense.

Sous l'autorité du Premier ministre, il coopère à l'exécution de la politique de défense avec les autres ministres intéressés.

Il est chargé, sauf décision contraire du Premier ministre en cas de circonstances exceptionnelles, de notifier aux autorités placées sous ses ordres les directives prises par le Premier ministre en application de l'article 9 de l'ordonnance susvisée.

Art. 2. — Il suit les négociations internationales en matière d'armement.

Les missions militaires à l'étranger sont mises à sa disposition dans la limite de ses attributions.

Art. 3. — Le ministre des armées exerce les attributions antérieurement dévolues au ministre de la défense nationale et des forces armées en ce qui concerne la justice militaire ainsi que les attributions prévues par le décret du 18 avril 1939 en matière de réglementation et de contrôle des matériels de guerre, armes et munitions et toutes attributions en matière d'armement.

Art. 4. — Dans l'exercice de ses attributions, le ministre des armées est assisté :

1° En matière d'étude, de recherche et de fabrication d'armement, par un délégué ministériel pour l'armement ;

2° En matière administrative, financière et sociale, par un secrétaire général pour l'administration.

Le délégué ministériel pour l'armement et le secrétaire général pour l'administration sont nommés, sur proposition du ministre des armées, par décrets en conseil des ministres.

Art. 5. — Le ministre des armées dispose de l'état-major de l'armée de terre, de l'état-major de la marine, de l'état-major de l'armée de l'air, de l'état-major des forces terrestres stationnées outre-mer, d'un état-major interarmées, ainsi que des inspections générales.

Le ministre des armées préside le comité des chefs d'état-major dont les attributions, la composition et le fonctionnement sont déterminés par décret.

Art. 6. — Le décret n° 59-265 du 7 février 1959 est abrogé.

Art. 7. — Le Premier ministre et le ministre des armées sont chargés de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 5 avril 1961.

C. DE GAULLE.

Par le Président de la République :

Le Premier ministre,

MICHEL DEBRÉ.

Le ministre des armées,
PIERRE MESSMER.

Décret n° 61-307 du 5 avril 1961 portant organisation de l'administration centrale du ministère des armées.

Le Président de la République,

Sur le rapport du Premier ministre et du ministre des armées, Vu la loi n° 45-01 du 24 novembre 1945 relative à l'organisation des ministères, modifiée par le décret n° 59-178 du 22 janvier 1959 ;

Vu le décret du 22 avril 1927 modifié portant organisation de la marine militaire ;

Vu le décret n° 58-25 du 14 janvier 1958 relatif à l'organisation de l'administration centrale du secrétariat d'Etat aux forces armées (air), modifié par le décret n° 61-128 du 3 février 1961 ;

Vu le décret n° 61-306 du 5 avril 1961 fixant les attributions du ministre des armées,

Décrète :

Art. 1^{er}. — L'administration centrale du ministère des armées comprend :

- la délégation ministérielle pour l'armement,
- le secrétariat général pour l'administration,
- l'état-major de l'armée de terre,
- l'état-major de la marine,
- l'état-major de l'armée de l'air,
- l'état-major des forces terrestres stationnées outre-mer,
- l'état-major interarmées,
- des directions et services,
- des inspections générales.

Art. 2. — Relèvent directement du ministre des armées les directions et service suivants :

- la direction du contrôle et de la comptabilité générale des armées,
- la direction de la gendarmerie et de la justice militaire,
- la direction du personnel militaire de l'armée de terre,
- la direction du personnel militaire de la marine,
- la direction du personnel militaire de l'armée de l'air,
- la direction des troupes de marine,
- la direction de la sécurité militaire,
- le service d'information, d'études et de cinématographie des armées.

En outre, est rattachée directement au cabinet du ministre :

- la sous-direction des bureaux du cabinet.

Art. 3. — Relèvent du délégué ministériel pour l'armement les directions suivantes :

- la direction des recherches et moyens d'essais,
- la direction des poudres,
- la direction des études et fabrications d'armement,
- la direction technique et industrielle de l'aéronautique,
- la direction centrale des constructions et armes navales.

Toutefois, le chef d'état-major de la marine a autorité directe sur la direction centrale des constructions et armes navales en matière d'entretien et de réparation des unités en service ou en réserve.

Art. 4. — Relèvent du secrétaire général pour l'administration directions et service suivants :

- la direction des services financiers,
- la direction des affaires administratives, juridiques et contentieuses,
- la direction des personnels civils des armées,
- le service de l'action sociale des armées.

Art. 5. — Relèvent du chef d'état-major de l'armée de terre les directions et services suivants :

- la direction centrale de l'intendance,
- la direction centrale du génie,
- la direction centrale du matériel de l'armée de terre,
- la direction des transmissions,
- le service du recrutement,
- le service de la mécanographie de l'armée de terre.

Art. 6. — Relèvent du chef d'état-major de la marine les directions et services suivants :

- la direction centrale du commissariat de la marine,
- la direction centrale des travaux immobiliers et maritimes,
- le service central de l'aéronautique navale,
- le service central hydrographique.

Art. 7. — Relèvent du chef d'état-major de l'armée de l'air les directions suivantes :

- la direction centrale du commissariat de l'air,
- la direction centrale du matériel de l'armée de l'air,
- la direction de l'infrastructure.

Art. 8. — Relève du chef d'état-major des forces terrestres stationnées outre-mer :

- la direction des services d'outre-mer.

Art. 9. — Relèvent du chef de l'état-major interarmées les directions et le service suivants :

- la direction centrale des services de santé des armées,
- la direction centrale des essences,
- le service biologique et vétérinaire des armées.

Art. 10. — Relèvent directement du ministre des armées les inspections générales suivantes :

- l'inspection générale de l'armée de terre,
- l'inspection générale de la marine,
- l'inspection générale de l'armée de l'air,
- l'inspection générale de la défense intérieure,
- l'inspection générale des services de santé.